

Système incitatif en matière climatique et énergétique

La taxe d'incitation aurait un effet désastreux

Berne, 12 juin 2015

L'Association des importateurs suisses d'automobiles, auto-suisse, rejette le projet proposé par le Conseil fédéral concernant une disposition constitutionnelle pour un système incitatif en matière climatique et énergétique. Le changement de paradigme vers une taxe d'incitation sur les carburants serait extrêmement préjudiciable à la Suisse, notamment en raison de sa situation géographique et économique. Le scénario qu'entraînerait probablement le projet aurait des répercussions drastiques sur l'économie; celles-ci ont en effet été minimisées dans le rapport explicatif de la consultation qui se termine aujourd'hui.

Dans sa réponse à la consultation, auto-suisse met en évidence qu'une taxe d'incitation prélevée sur les carburants telle qu'envisagée par le Conseil fédéral aurait des conséquences négatives sur les recettes provenant de la taxe sur les huiles minérales. En tant que petit pays avec de nombreux voisins où les carburants sont actuellement disponibles souvent à un prix nettement inférieur (Allemagne, France, Autriche), la Suisse enregistrerait des recettes fiscales significativement plus basses en cas de prix d'essence artificiellement élevés combinés avec un franc fort. Andreas Burgener, Directeur d'auto-suisse, exprime son inquiétude: «Les usagers de la route suisses achètent déjà de plus en plus de carburant à l'étranger, et les voyageurs ne peuvent plus se ravitailler en essence normale, en particulier, à un prix plus avantageux en Suisse. En raison de cette évolution du tourisme à la pompe, il nous manque d'ores et déjà des millions de produits de la taxe sur les huiles minérales. En introduisant une taxe d'incitation, le Conseil fédéral a manifestement l'intention de renforcer davantage ce phénomène.»

Burgener critique également le rapport explicatif qui se trouvait dans le dossier de consultation et compare la Suisse à des pays ayant déjà introduit des taxes d'incitation similaires, tels que l'Irlande, la Grande-Bretagne, ou la province canadienne de la Colombie-Britannique. «Les deux premiers exemples sont des îles, le dernier a une surface 20 fois plus grande que la Suisse. Le tourisme à la pompe n'y joue aucun rôle, et il n'est par conséquent pas possible de comparer l'impact économique. Le rapport n'en fait aucune mention», s'énerve Burgener. Il espère que le système incitatif en matière climatique et énergétique sera enterré par le peuple lors de la votation prévue par le Conseil fédéral.

Informations supplémentaires:

Andreas Burgener, Directeur
T 079 474 21 04
a.burgener@auto-schweiz.ch